

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 5 DÉCEMBRE ! ET APRÈS ON S'ORGANISE JUSQU'À LA VICTOIRE !

ENSEMBLE, REVENDIQUONS :

- l'abandon de ces trois mesures dans le cadre du budget 2025
- l'abandon du jour de carence en cours actuellement
- la hausse du point d'indice à hauteur de l'inflation et la revalorisation des grilles indiciaires
- un plan d'urgence de la maternelle à l'université (moyens humains et financiers)
- la redistribution des richesses pour un plan d'urgence pour des services publics de qualité, sans profits et d'égal accès à tous et toutes : recrutements et titularisations, maintien d'un maillage territorial fort
- l'abandon de la réforme des retraites 2023 et de toutes les contre-réformes depuis 1993
- l'abandon du projet de rémunération au mérite dans la Fonction publique



EDUC.CNT-SO.ORG

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 5 DÉCEMBRE ! ET APRÈS ON S'ORGANISE JUSQU'À LA VICTOIRE !

Le gouvernement Barnier prévoit de faire des centaines de millions d'euros d'économie sur notre dos, au détriment de nos conditions de travail, de notre santé et des usager·ères des services publics. Aux manettes de ce projet austéritaire, le ministre de la Fonction publique, admirateur du trumpiste Elon Musk prévoit : le passage d'un à trois jours de carence pour arrêt maladie ; la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie ; la fin de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et le gel du point d'indice pour 2024. Rappelons que les femmes sont majoritaires dans la fonction publique. Ces mesures s'ajouteraient aux inégalités professionnelles déjà endurées par elles : elles prennent par exemple des absences de droit pour garde d'enfant malade davantage que les hommes et la spécificité de leur santé est peu prise en considération par l'employeur.

Kasbarian est bien décidé à poursuivre les attaques contre les fonctionnaires, leur statut, pour mieux démanteler les services publics.

Ces attaques contre les personnels viennent s'ajouter aux mesures structurelles déjà en balance pour le budget 2025. Dans l'Éducation cela sera 4000 suppressions de postes en 2025, principalement dans le premier degré, des coups de rabot sont à prévoir sur les budgets directs et, par ricochet, il y aura un impact de l'austérité sur nos collectivités de rattachement (bâti scolaire, entretien, action culturelle...). Du côté de l'enseignement supérieur et de la recherche le budget devrait subir une coupe de 550 millions d'euros par rapport au précédent.

Attaques sur nos statuts, dégradation de nos conditions de travail, tri social et scolaire des élèves, manque criant de moyens partout... Ne les laissons plus détruire l'Éducation publique !



EDUC.CNT-SO.ORG